

Des voix: Oh, oh!

M. Clark (Yellowhead): Ce sont environ 1,400 stations américaines qui ont décidé que cela méritait de passer aux nouvelles; elles ont en effet utilisé l'enregistrement, attirant ainsi l'attention des Américains sur le Canada, cela aide le Canada à se faire mieux connaître, ce qui est bien nécessaire si nous voulons empêcher des décisions comme celle qui a été prise au sujet des bardeaux, si nous voulons maintenir . . .

Des voix: Bravo!

M. Blackburn (Brant): Nous voulons Joe comme président!

* * *

L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

L'ARTICLE DE JOURNAL CONCERNANT LE PROJET DE CONSTRUIRE UNE USINE DE FABRICATION D'ARMES AU CAP-BRETON

M. Bill Attewell (Don Valley-Est): Monsieur le Président, je pose ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. J'ai été inquiet de lire, dans le *Globe and Mail* d'aujourd'hui, un article qui laisse entendre que le gouvernement réexamine la proposition de Thyssen de construire au Cap-Breton une usine de véhicules blindés de transport de troupes, y compris des chars d'assaut, qui seraient exportés à des pays du Moyen-Orient. Le gouvernement réexamine-t-il activement la proposition de Thyssen?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur le président.

* * *

L'AGRICULTURE

LA MENACE DES ÉTATS-UNIS DE VENDRE DE L'ORGE À ISRAËL

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé ou au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Tout d'abord, j'ai de mauvaises nouvelles pour la Chambre. En effet, les États-Unis viennent de décider de vendre 200,000 tonnes d'orge à Israël dans le cadre de son programme d'accroissement de ses exportations. C'est l'équivalent de nos ventes annuelles totales à Israël. L'un ou l'autre ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement envisage maintenant des mesures spéciales pour faire échec à cette offensive que les Américains mènent pays par pays et qui, les députés le savent, va totalement ruiner les producteurs de grains de l'ouest du Canada.

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, nous sommes au courant du programme BICEP. Il est en vigueur depuis juin 1985. Les Américains n'ont guère obtenu de succès dans leurs efforts pour augmenter leurs ventes de grains. Les députés devraient savoir que ce genre d'initiative ne sera pas ruineuse pour l'ouest du Canada du point de vue des ventes. La grande difficulté se situe au niveau des prix. Le député devrait savoir que nos ventes de blé cette année se situent au même niveau record que celui des deux dernières années. Les ventes ne font pas défaut. Le grand problème se pose au niveau des prix.

Questions orales

M. de Jong: Vous n'arriverez pas à faire avaler ça à vos électeurs, Charlie.

M. Mayer: Nous en avons discuté à la Chambre à maintes reprises.

LA POSITION DU CANADA

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, le ministre sait-il que les États-Unis viennent de décider de vendre 200,000 tonnes d'orge par année à Israël, un client de longue date du Canada, et qu'ils parlent maintenant de majorer de 100,000 à un million de tonnes par année leurs ventes à l'Arabie saoudite? Le ministre le sait-il? S'il le sait, pouvons-nous espérer une action énergique pour faire obstacle à cette initiative pays par pays? C'est une importante question.

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, la seule chose vraie dans les propos du député, c'est qu'il s'agit d'une question importante. Cela, nous le savons. Le député devrait savoir que le Canada a pris l'initiative de soulever la question des subventions à l'agriculture devant la communauté internationale. Le premier ministre lui-même l'a fait à Tokyo. Il faut lui en reconnaître le mérite. Nous sommes parvenus à convaincre les principaux pays exportateurs de tenir récemment une réunion sur la côte Ouest. Je pense que nous avons obtenu certains résultats. Nous savons que le meilleur moyen d'aborder ce problème, c'était de le faire au niveau international. Avec la collaboration de chacun, nous pourrions nous attaquer à l'ensemble de ce problème lors de la prochaine ronde de négociations du GATT.

* * *

[Français]

LES TRANSPORTS

LES FRAIS DES SERVICES DE NAVIGATION FOURNIS PAR LA GARDE CÔTIÈRE CANADIENNE

L'hon. André Ouellet (Papineau): Monsieur le Président, en l'absence du premier ministre, je voudrais poser ma question au ministre des Transports.

Est-ce que le ministre des Transports est au courant qu'hier, tous les intervenants au Sommet économique de Montréal, sans exception, se sont prononcés contre le projet de loi C-75 et, en raison de toute cette série importante d'oppositions à l'article 4, le ministre est-il maintenant prêt à retirer, pour le moment, cet article du projet de loi C-75?

● (1450)

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, le député sait, je pense, qu'il y a diverses garanties qui figurent dans cet article, article qui, je le sais, a suscité une certaine controverse mais qui est maintenant considéré comme équitable. L'imposition des droits n'interviendrait pas avant le 1^{er} janvier 1988. Il y a un mécanisme de consultation et une procédure d'appel. Il y a beaucoup de garanties, et je pense que le député reconnaîtra que c'est la première fois qu'il y a de telles garanties dans l'imposition de ce genre de droits.